

COMMUNE DE FRONTON

EXTRAIT DU REGISTRE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance 28 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, et le vingt-huit du mois de mars à 18 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du Conseil Municipal rue des Chevaliers de Malte, sous la présidence de M. Hugo Cavagnac, Maire.

Présents : CAVAGNAC. BARRIERE. CARVAHLO. BROCCO. JEANJEAN. SORIANO. IGON. PABAN. POURCEL. PICAT. GARRABET. RELATS. DEJEAN. MORENO. SACRE. LASBENNES. GARCIA. DENAT. LAUTA. IZARD. M HABONEL (Conseiller aux décideurs locaux)

Pouvoirs : BOUDARD PIERRON pouvoir à BARRIERE
GARGALE pouvoir à PABAN
HENG pouvoir à CAVAGNAC
GHOUATI pouvoir à RELATS
LAMENDIN pouvoir à DEJEAN
LEONARDELLI pouvoir à IZARD

Excusés : HONTANS, HISSLER, VERDOT,
SACRE(jusqu'à delib 30)

Secrétaire : Guy Déjean

Date de la convocation : 21/03/2024

Votants : 25

Nuls : 0

Dont pouvoir : 6

Pour : 25

Contre : 0

Refus de vote : 0

Abst : 0

Délibération n° : 2024-25**OBJET : Etat annuel des indemnités perçues par les élus**

En vertu de l'article 93 de la loi n°2019-1461 codifié à l'article L.2123-24-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les communes doivent établir un état annuel de l'ensemble des indemnités de toutes natures perçues par tous les membres du Conseil Municipal : Maire, adjoints au Maire et Conseillers Municipaux.

Les indemnités concernent tout mandat et toutes fonctions exercées en tant qu'élu dans la commune, au sein de tout syndicat mixte ou pôle métropolitain, ou de toute société d'économie mixte/société publique locale.

Cet état des indemnités brutes, libellés en euros est communiqué à tous les membres du Conseil Municipal avant l'examen du budget.

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation de l'état annuel des indemnités brutes perçues en 2023 par les élus.

| | COMMUNE | DEPARTEMENT | REGION | EPCI | SYNDICATS |
|----------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|
| BARRIERE Karine | 11 133.84 € | 31 634.58 € | | | |
| BOUDARD Charlotte | 3 163.38 € | | 32 072.70 € | | |
| BROCCO Elisabeth | 7 793.70 € | | | | |
| CARVALHO Horacio | 11 133.84 € | | | | |
| CAVAGNAC Hugo | 30 618.30 € | | | 27 249.54 € | 4 598.52 € |
| DEJEAN Guy | 3 163.38 € | | | | |
| GARGALE Fabrice | 3 163.38 € | | | | |
| GARRABET Maurice | 7 793.70 € | | | | |
| IGON Patrick | 3 163.38 € | | | | |
| JEANJEAN Pierre | 7 793.70 € | | | | |
| MORENO Isabelle | 3 163.38 € | | | | |
| PABAN Michel | 3 163.38 € | | | | |
| PICAT Monique | 7 793.70 € | | | | |

Envoyé en préfecture le 03/04/2024

Reçu en préfecture le 03/04/2024

Publié le

ID : 031-213102023-20240328-2024_25-DE



| | | | | |
|-------------------------|------------|--|-------------|--|
| POURCEL Nathalie | 7 793.70 € | | | |
| RELATS David | 3 618.42 € | | | |
| SACRE Jean- François | 3 163.38 € | | | |
| SORIANO Marie- Ange | 3 163.38 € | | | |
| LEONARDELLI Julien | | | 32 072.70 € | |

Acte rendu exécutoire en application des dispositions de l'article L 2131.1 du C.G.C.T.
les jour, mois et an que dessus,

Après :

- envoi en préfecture le 3 avril 2024
- Affichage 03/04/2024/au 03/05/2024
- Publication au recueil des actes administratifs de la collectivité.

Le Maire



Hugo Cavagnac

Le secrétaire



Guy Dejean

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa réception. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

COMMUNE DE FRONTON

EXTRAIT DU REGISTRE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL**Séance 28 mars 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, et le vingt-huit du mois de mars à 18 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du Conseil Municipal rue des Chevaliers de Malte, sous la présidence de M. Hugo Cavagnac, Maire.

Présents : CAVAGNAC. BARRIERE. CARVAHLO. BROCCO. JEANJEAN. SORIANO. IGON. PABAN. POURCEL. PICAT. GARRABET. RELATS. DEJEAN. MORENO. SACRE. LASBENNES. GARCIA. DENAT. LAUTA. IZARD. M HABONEL (Conseiller aux décideurs locaux)

Pouvoirs : BOUDARD PIERRON, pouvoir à BARRIERE
GARGALE pouvoir à PABAN
HENG pouvoir à CAVAGNAC
GHOUATI pouvoir à RELATS
LAMENDIN pouvoir à DEJEAN
LEONARDELLI pouvoir à IZARD

Excusés : HONTANS, HISSLER, VERDOT,
SACRE(jusqu'à delib 30)

Secrétaire : Guy Déjean

Date de la convocation : 21/03/2024

Votants : 25
Nuls : 0
Dont pouvoir : 6
Pour : 23
Contre : 2 LEONARDELLI - IZARD
Refus de vote : 0
Abst :
Délibération n° : 2024-26

OBJET : Budget primitif 2024 – Eau potable

Le Conseil Municipal, vu les articles L 2311-1, L 2311-1-1, L 2311-1-2 et L 2311-2, L 2312-1 et L 2312-3 et L 2312-4 du Code Général des Collectivités Territoriales et vu l'instruction budgétaire et comptable M49 applicable, décide d'adopter le budget du service de l'eau de la commune de Fronton pour l'année 2024.

Ledit budget du service de l'eau potable, voté par chapitre, s'équilibre en dépenses et recettes ainsi qu'il suit :

| | DEPENSES | RECETTES |
|----------------------|-----------------------|--------------|
| | Fonctionnement | |
| Prévu | 761 481.00 | 761 481.00 |
| | Investissement | |
| Prévision | 654 257.00 | 660 208.30 |
| RAR 2023 | 298 743.00 | 533 705.00 |
| Résultat 2023 | 240 913.30 | |
| Total | 1 193 913.30 | 1 193 913.30 |

Acte rendu exécutoire en application des dispositions de l'article L 2131.1 du C.G.C.T.

les jour, mois et an que dessus,

Après :

- envoi en préfecture le 3 avril 2024
- Affichage 03/04/2024/au 03/05/2024
- Publication au recueil des actes administratifs de la collectivité.



Hugo Cavagnac



Guy Déjean

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa réception. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

COMMUNE DE FRONTON

EXTRAIT DU REGISTRE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance 28 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, et le vingt-huit du mois de mars à 18 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du Conseil Municipal rue des Chevaliers de Malte, sous la présidence de M. Hugo Cavagnac, Maire.

Présents : CAVAGNAC. BARRIERE. CARVAHLO. BROCCO. JEANJEAN. SORIANO. IGON. PABAN. POURCEL. PICAT. GARRABET. RELATS. DEJEAN. MORENO. SACRE. LASBENNES. GARCIA. DENAT. LAUTA. IZARD. M HABONEL (Conseiller aux décideurs locaux)

Pouvoirs : BOUDARD PIERRON, pouvoir à BARRIERE
GARGALE pouvoir à PABAN
HENG pouvoir à CAVAGNAC
GHOUATI pouvoir à RELATS
LAMENDIN pouvoir à DEJEAN
LEONARDELLI pouvoir à IZARD

Excusés : HONTANS, HISSLER, VERDOT,
SACRE(jusqu'à delib 30)

Secrétaire : Guy Déjean

Date de la convocation : 21/03/2024

Votants : 25
Nuls : 0
Dont pouvoir : 6
Pour : 23
Contre : 2 LEONARDELLI - IZARD
Refus de vote : 0
Abst :
Délibération n° : 2024-27

OBJET : Budget primitif 2024 - Assainissement

Le Conseil Municipal, vu les articles L 2311-1, L 2311-1-1, L 2311-1-2 et L 2311-2, L 2312-1 et L 2312-3 et L 2312-4 du Code Général des Collectivités Territoriales et vu l'instruction budgétaire et comptable M49 applicable, décide d'adopter le budget du service de l'assainissement de la commune de Fronton pour l'année 2024.

Ledit budget du service de l'assainissement collectif, voté par chapitre, s'équilibre en dépenses et recettes ainsi qu'il suit :

| | DEPENSES | RECETTES |
|-----------------------|--------------|--------------|
| Fonctionnement | | |
| Prévu | 689 550.00 | 689 550.00 |
| Investissement | | |
| Prévision | 385 989.00 | 1 369 643.58 |
| RAR 2023 | 1 188 011.00 | 100 402.00 |
| Résultat 2023 | | 103 954.42 |
| Total | 1 574 000.00 | 1 574 000.00 |

Acte rendu exécutoire en application des dispositions de l'article L 2131.1 du C.G.C.T.

les jour, mois et an que dessus,

Après :

- envoi en préfecture le 3 avril 2024
- Affichage 03/04/2024/au 03/05/2024
- Publication au recueil des actes administratifs de la collectivité.

Le Maire,

Hugo Cavagnac

Le secrétaire

Guy Déjean

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa réception. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

COMMUNE DE FRONTON

EXTRAIT DU REGISTRE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL**Séance 28 mars 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, et le vingt-huit du mois de mars à 18 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du Conseil Municipal rue des Chevaliers de Malte, sous la présidence de M. Hugo Cavagnac, Maire.

Présents : CAVAGNAC. BARRIERE. CARVAHLO. BROCCO. JEANJEAN. SORIANO. IGON. PABAN. POURCEL. PICAT. GARRABET. RELATS. DEJEAN. MORENO. SACRE. LASBENNES. GARCIA. DENAT. LAUTA. IZARD. M HABONEL (Conseiller aux décideurs locaux)

Pouvoirs : BOUDARD PIERRON, pouvoir à BARRIERE
GARGALE pouvoir à PABAN
HENG pouvoir à CAVAGNAC
GHOUATI pouvoir à RELATS
LAMENDIN pouvoir à DEJEAN
LEONARDELLI pouvoir à IZARD

Excusés : HONTANS, HISSLER, VERDOT,
SACRE(jusqu'à delib 30)

Secrétaire : Guy Déjean

Date de la convocation : 21/03/2024

Votants : 25
Nuls : 0
Dont pouvoir : 6
Pour : 23
Contre : 2 LEONARDELLI - IZARD
Refus de vote : 0
Abst :
Délibération n° : 2024-28

OBJET : Budget primitif 2024 – Production d'électricité photovoltaïqueProjet de délibération

Le Conseil Municipal, vu les articles L 2311-1, L 2311-1-1, L 2311-1-2 et L 2311-2, L 2312-1 et L 2312-3 et L 2312-4 du Code Général des Collectivités Territoriales et vu l'instruction budgétaire et comptable M4 applicable, décide d'adopter le budget du service d'électricité photovoltaïque de la commune de Fronton pour l'année 2024.

Ledit budget du service de l'assainissement collectif, voté par chapitre, s'équilibre en dépenses et recettes ainsi qu'il suit :

| | DEPENSES | RECETTES |
|-----------------------|-----------|-----------|
| Fonctionnement | | |
| Prévu | 26 375.00 | 26 375.00 |
| Investissement | | |
| Prévision | 39 661.73 | 30 810.53 |
| RAR 2023 | 34 833.33 | |
| Résultat 2023 | | 43 684.53 |
| Total | 74 495.06 | 74 495.06 |

Acte rendu exécutoire en application des dispositions de l'article L 2131.1 du C.G.C.T.

les jour, mois et an que dessus,

Après :

- envoi en préfecture le 3 avril 2024
- Affichage 03/04/2024/au 03/05/2024
- Publication au recueil des actes administratifs de la collectivité.

Le Maire,
Hugo Cavagnac

Le secrétaire
Guy Déjean

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa réception. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

COMMUNE DE FRONTON

EXTRAIT DU REGISTRE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance 28 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, et le vingt-huit du mois de mars à 18 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du Conseil Municipal rue des Chevaliers de Malte, sous la présidence de M. Hugo Cavagnac, Maire.

Présents : CAVAGNAC. BARRIERE. CARVAHLO. BROCCO. JEANJEAN. SORIANO. IGON. PABAN. POURCEL. PICAT. GARRABET. RELATS. DEJEAN. MORENO. SACRE. LASBENNES. GARCIA. DENAT. LAUTA. IZARD. M HABONEL (Conseiller aux décideurs locaux)

Pouvoirs : BOUDARD PIERRON.pouvoir à BARRIERE
GARGALE pouvoir à PABAN
HENG pouvoir à CAVAGNAC
GHOUATI pouvoir à RELATS
LAMENDIN pouvoir à DEJEAN
LEONARDELLI pouvoir à IZARD

Excusés : HONTANS, HISSLER, VERDOT,
SACRE(jusqu'à delib 30)

Secrétaire : Guy Déjean

Date de la convocation : 21/03/2024

Votants : 25

Nuls : 0

Dont pouvoir : 6

Pour : 25

Contre : 0

Refus de vote : 0

Abst :

Délibération n° : 2024-29**OBJET : - tarifs des services communaux 2024**

Monsieur le Maire présente à l'assemblée la proposition de tarifs 2024.

| | 2023 | 2024 |
|---------------------------------|-------------------|-------------------|
| | 5.00% | 3.00% |
| CANTINE | 01/07/2023 | 01/07/2024 |
| adultes | 6.80 | 7.01 |
| enfants | | |
| QF < 400 | 1.00 | 1.00 |
| 401<QF<600 | 3.06 | 3.15 |
| 601<QF<900 | 3.28 | 3.37 |
| 901<QF<1200 | 3.46 | 3.56 |
| 1201<QF<1500 | 3.71 | 3.82 |
| 1501<QF< et non résidents | 3.91 | 4.02 |
| Repas majorés | 6.94 | 7.15 |
| PHOTOCOPIES | | |
| A4 | 0.25 | 0.25 |
| A3 | 0.40 | 0.40 |
| A4 recto verso | 0.45 | 0.45 |
| A3 recto verso | 0.70 | 0.70 |
| A4 médiathèque | 0.10 | 0.10 |
| A3 médiathèque | 0.15 | 0.15 |
| Plan cadastral A4 couleur | 0.50 | 0.50 |
| Plan cadastral A3 couleur | 1.00 | 1.00 |
| Vue aérienne, PLU A4 couleur | 2.00 | 2.00 |
| Vue aérienne, PLU A3 couleur | 4.00 | 4.00 |
| DROIT D'OCCUP DOM PUBLIC | 2023 | 2024 |
| | 3.50% | 2.60% |
| MARCHE DE PLEIN VENT | | arrondi |
| le ml sous la Halle | 2.05 | 2.10 |
| abonné au trimestre marché ml | 4.95 | 5.05 |

| | | |
|--|--------------|--------------|
| passagers volants - 3 m d'étal | | |
| le ml supplémentaire | 2.80 | 2.85 |
| Droit de place pour les cirques et sp | 55.70 | 57.10 |
| Electricité forains | 14.80 | 15.20 |
| OCCUPATION DOMAINE PUBLIC | 3.50% | 2.60% |
| Terrasse fixe consommation m ² /an | 22.72 | 23.31 |
| Terrasse consommation m ² /an | 15.14 | 15.53 |
| Étalages forfait annuel | 75.75 | 77.72 |
| Automnale des arts droit d'accrochage | | 25.00 |
| Maison des vins expo 1 artiste | | 90.00 |
| Maison des vins expo 1 association | | 200.00 |
| Marché de Noël la table pour la durée du marché | | 30.00 |
| Marché de Noël le ml pour le coin gastro | | 17.00 |
| FETE LOCALE | 3.50% | 0.00% |
| | | |
| forfait gros métier | 270.00 | 270.00 |
| Forfait manège enfants | 91.00 | 91.00 |
| Boutique(pinces...) ml façade | 6.20 | 6.20 |
| pêche au canards, cascade | | |
| AIRE CAMPING CARS | 2023 | 2024 |
| Nuité | 10.00 | 10.00 |
| 100 l d'eau | 3.00 | 3.00 |
| électricité à l'heure | 2.00 | 2.00 |
| CIMETIERE | 2023 | 2024 |
| | 3.50% | 2.60% |
| dépositaire le mois | 30.64 | 31.44 |
| jardin du souvenir | 226.50 | 232.39 |
| concession au columbarium | 868.68 | 891.27 |
| le m ² | 164.61 | 168.89 |
| Vacation de police | 20.00 | 20.00 |
| BATIMENTS | 2023 | 2024 |
| caution pour remise de clé | 100.00 | 100.00 |
| Clés Vachette simple | | 10.00 |
| Clés Bricard | | 90.00 |
| Clés passes Bricard | | 135.00 |
| Clés et passes Winkhaus | | 30.00 |
| Badge contrôle accès | 10.00 | 10.00 |
| caution prêt tables et chaises | 150.00 | 150.00 |
| GERARD PHILIPPE | 2023 | 2024 |
| | | |
| Caution | 1000.00 | 1000.00 |
| Caution nettoyage | 250.00 | 250.00 |
| G. PHILIPPE RESIDENTS | 3.50% | 2.60% |
| salle été - hiver (week-end) | 462.77 | 474.80 |
| journée sans repas (semaine) | 114.84 | 117.83 |
| journée avec repas (semaine) | 175.10 | 179.65 |
| Soirée sans repas | 159.18 | 163.32 |
| Soirée avec repas | 227.41 | 233.32 |
| Hall (entrée + bar) | 56.85 | 58.33 |
| 2 ^{ème} réservation association (le week-end) | 114.84 | 117.83 |
| Personnel municipal (une journée) | 90.96 | 93.33 |

| | | |
|---|---------|---------|
| G. PHILIPPE - NON RESIDENTS | 3,5% | |
| été | 1086,34 | 1100,40 |
| hiver | 1622.81 | 1665.00 |
| journée sans repas | 267.79 | 274.75 |
| journée avec repas | 405.70 | 416.25 |
| Soirée sans repas | 321.80 | 330.17 |
| Soirée avec repas | 459.72 | 471.67 |
| Hall (entrée + bar) | 114.93 | 117.92 |
| HALLE | | |
| Caution | 100.00 | 100.00 |
| Caution nettoyage | 50.00 | 50.00 |
| location à la journée | 142.00 | 142.00 |
| SALLES DE REUNION | | |
| Caution | 100.00 | 100.00 |
| Caution nettoyage | 54.00 | 55.00 |
| Salle Garrigues et Multiassos ½ journée | 30.00 | 30.00 |
| Salle Garrigues et Multiassos journée | 50.00 | 50.00 |
| Maison des Vins 2ème ½ journée | 30.00 | 30.00 |
| Maison des Vins 2ème journée | 50.00 | 50.00 |
| STADES ET GYMNASES | | |
| Stade Matabiau | | |
| Caution | 500.00 | 500.00 |
| Caution nettoyage | 50.00 | 50.00 |
| Stade Matabiau ½ journée | 900.00 | 900.00 |
| Stade Matabiau journée | 1600.00 | 1600.00 |
| Stade Matabiau week-end | 3200.00 | 3200.00 |
| Stade Matrassou | | |
| Caution | 300.00 | 7800.00 |
| Caution nettoyage | 54.00 | 55.00 |
| Stade Matrassou ½ journée | 200.00 | 200.00 |
| Stade Matrassou journée | 350.00 | 350.00 |
| Stade Matrassou week-end | 700.00 | 700.00 |
| Stade Abbé Arnoult | | |
| Caution | 900.00 | 2700.00 |
| Caution nettoyage | 54.00 | 55.00 |
| Stade Abbé Arnoult ½ journée | 150.00 | 150.00 |
| Stade Abbé Arnoult journée | 280.00 | 280.00 |
| Stade Abbé Arnoult week-end | 560.00 | 560.00 |
| Gymnase du Lycée | | |
| Caution | 500.00 | 500.00 |
| Caution nettoyage | 200.00 | 200.00 |
| Gymnase du Lycée ½ journée | 250.00 | 250.00 |
| Gymnase du Lycée journée | 450.00 | 450.00 |
| Gymnase du Lycée week-end | 900.00 | 900.00 |
| Halle des sports | | |
| Caution | 500.00 | 500.00 |
| Caution nettoyage | 201.00 | 201.00 |
| Halle des sports ½ journée | 300.00 | 300.00 |
| Halle des sports journée | 500.00 | 500.00 |
| Halle des Sports week-end | 1000.00 | 1000.00 |

| | | |
|---|-------------|-------------|
| Dojo | | |
| Caution | 200.00 | 200.00 |
| Caution nettoyage | 100.00 | 100.00 |
| Dojo ½ journée | 100.00 | 100.00 |
| Dojo journée | 180.00 | 180.00 |
| Dojo week-end | 360.00 | 360.00 |
| Petit Gymnase | | |
| Caution | 100.00 | 100.00 |
| Caution nettoyage | 80.00 | 80.00 |
| Petit Gymnase ½ journée | 150.00 | 150.00 |
| Petit Gymnase journée | 280.00 | 280.00 |
| Petit Gymnase week-end | 560.00 | 560.00 |
| CONCERTS | 2023 | 2024 |
| spectacle adulte | 8.00 | 8.00 |
| spectacle enfant | 5.00 | 5.00 |
| concert adulte | 15.00 | 15.00 |
| concert ou spec exceptionnel | 20.00 | 20.00 |
| MEDIATHEQUE | 2023 | 2024 |
| adultes Frontonnais | 11.00 | 11.00 |
| étudiants,,Frontonnais | 5.50 | 5.50 |
| adultes extérieurs | 22.00 | 22.00 |
| étudiants,,extérieurs | 11.00 | 11.00 |
| enfants extérieurs | 5.50 | 5.50 |
| Collectivités, associations... extérieurs | 33.00 | 33.00 |
| Location expo dans le Dpt | 55.00 | 55.00 |
| Location expo hors Dpt | 110.00 | 110.00 |
| LUDOTHEQUE | 2023 | 2024 |
| adh. Famille annuelle Frontonnais | 10.00 | 10.00 |
| tarif réduit Frontonnais | 5.00 | 5.00 |
| adh. Famille annuelle hors Fronton | 20.00 | 20.00 |
| Tarif réduit hors Fronton | 10.00 | 10.00 |
| Location grands jeux catégorie 1 - l'unité | 3.00 | 3.00 |
| Location grands jeux catégorie 2 - l'unité | 5.00 | 5.00 |
| Location grands jeux catégorie 3 - l'unité | 10.00 | 10.00 |
| EAU POTABLE | 2023 | 2024 |
| facturation de l'année HT | | |
| m3 d'eau | 1.61 | 1.70 |
| redevance fixe 15-20 par relève | 61.00 | 62.50 |
| 30-40 | 170.00 | 170.00 |
| 50-60 | 315.00 | 315.00 |
| forfait pose de compteur branchement neuf | 60.00 | 60.00 |
| frais de branchements | 120.00 | 120.00 |
| EAU ASSAINIE | 2023 | 2024 |
| facturation de l'année TTC | | |
| m3 d'eau assainie | 1.62 | 1.62 |
| Redevance fixe | 61.00 | 62.50 |
| Part. Frais de branchement | 1200.00 | 1200.00 |
| PFAC au m² de SA | 38.00 | 40.00 |
| Forfait assmt sans utilisation eau de la ville | 80m3/an | 80m3/an |
| Contrôle assainissement lors des ventes 1 logement | 250.00 | 250.00 |
| Contrôle assainissement lors des ventes plusieurs logements | 500.00 | 500.00 |
| Contrôle assainissement lors des ventes contre visite | 80.00 | 80.00 |
| frais de branchements neufs | 120.00 | 120.00 |



| VERRES ECO CUP | | 2023 | 2024 |
|---------------------------|--|-------------|-------------|
| Le verre | | 1.00 | 1.00 |
| ALAE RESIDENTS | | 2023 | 2024 |
| | | 3.50% | 2.60% |
| Matin ou Soir | | | |
| QF < 400 | | 1.59 | 1.63 |
| 401 < QF < 600 | | 1.73 | 1.77 |
| 601 < QF < 900 | | 1.85 | 1.90 |
| 901 < QF < 1200 | | 2.02 | 2.07 |
| 1201 < QF < 1500 | | 2.11 | 2.16 |
| QF > 1501 | | 2.27 | 2.33 |
| Interclasse | | | |
| QF < 400 | | 0.76 | 0.78 |
| 401 < QF < 600 | | 0.81 | 0.83 |
| 601 < QF < 900 | | 0.86 | 0.89 |
| 901 < QF < 1200 | | 0.92 | 0.94 |
| 1201 < QF < 1500 | | 0.97 | 1.00 |
| QF > 1501 | | 1.03 | 1.05 |
| ALAE NON RESIDENTS | | | |
| Matin ou Soir | | 2.27 | 2.33 |
| Interclasse | | 1.03 | 1.05 |
| ALSH RESIDENTS | | | |
| Journée | | | |
| QF < 400 | | 7.57 | 7.76 |
| 401 < QF < 600 | | 8.65 | 8.87 |
| 601 < QF < 900 | | 9.73 | 9.98 |
| 901 < QF < 1200 | | 10.81 | 11.09 |
| 1201 < QF < 1500 | | 11.89 | 12.20 |
| QF > 1501 | | 12.97 | 13.31 |
| 1/2 journée | | | |
| QF < 400 | | 4.86 | 4.99 |
| 401 < QF < 600 | | 5.40 | 5.54 |
| 601 < QF < 900 | | 5.94 | 6.10 |
| 901 < QF < 1200 | | 6.49 | 6.65 |
| 1201 < QF < 1500 | | 7.03 | 7.21 |
| QF > 1501 | | 7.57 | 7.76 |
| ALSH NON RESIDENTS | | | |
| Journée | | 18.38 | 18.85 |
| 1/2 journée | | 7.57 | 7.76 |
| ALSH Sorties | | | |
| Type 1 | | | |
| 0 - 900 | | 3.24 | 3.33 |
| 901 - 1200 | | 5.40 | 5.54 |
| 1201 et + | | 7.57 | 7.76 |
| Type 2 | | | |
| 0 - 900 | | 6.49 | 6.65 |
| 901 - 1200 | | 8.65 | 8.87 |
| 1201 et + | | 10.81 | 11.09 |
| Type 3 | | | |
| 0 - 900 | | 8.65 | 8.87 |
| 901 - 1200 | | 12.97 | 13.31 |
| 1201 et + | | 16.21 | 16.63 |



| Stages | | |
|------------|--------|--------|
| 0 – 900 | 97.28 | 99.81 |
| 901 – 1200 | 108.09 | 110.90 |
| 1201 et + | 124.30 | 127.53 |
| Séjours | | |
| 0 – 900 | 183.75 | 188.53 |
| 901 – 1200 | 275.63 | 282.79 |
| 1201 et + | 308.05 | 316.06 |
| Cinéma | | |
| 0 – 900 | 3.50 | 3.50 |
| 901 – 1200 | 3.50 | 3.50 |
| 1201 et + | 3.50 | 3.50 |

Le Conseil municipal, après avoir délibéré, accepte les tarifs ci-dessus, formule arrondie quand elle est mentionnée, proposés avec effet au 1^{er} juillet 2024. Les tarifs des consommations eau et eau assainie s'appliqueront pour l'ensemble des factures émises en 2024 et jusqu'à nouvelle délibération.

Acte rendu exécutoire en application des dispositions de l'article L 2131.1 du C.G.C.T.

les jour, mois et an que dessus,

Après :

- envoi en préfecture le 3 avril 2024
- Affichage 03/04/2024/au 03/05/2024
- Publication au recueil des actes administratifs de la collectivité.



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa réception. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Envoyé en préfecture le 03/04/2024
Reçu en préfecture le 03/04/2024



COMMUNE : 202 FRONTON
ARRONDISSEMENT : 31 TOULOUSE
TRÉSORERIE OU SGC : SGC DE GRENADE-CADOURS

N° 1259 COM (1)

TAUX
FDL
2024

RESSOURCES FISCALES DONT LE TAUX DOIT ÊTRE VOTÉ EN 2024
ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2024

| Publié le | Bases d'imposition effectives 2023 | Taux de référence 2024 | Taux plafonds 2024 | Bases d'imposition provisionnelles 2024 | Produits référence (col. 4 x col. 2) 2024 | Taux votés 2024 | Produits attendus (col. 4 x col. 6) 2024 |
|---|------------------------------------|------------------------------|-------------------------|---|---|------------------------------|---|
| Taxe foncière bâtie (TFB) | 6 801 174 | 43,12 | 117,92 | 7 215 000 | 3 111 108 | 43,12 | 3 111 108 |
| Taxe foncière non bâties (TFNB) | 179 613 | 77,05 | 204,00 | 185 600 | 143 005 | 77,05 | 143 005 |
| Taxe d'habitation (TH) | 452 778 | 20,72 | 66,11 | 373 700 | 77 431 | 20,72 | 77 431 |
| Cotisation foncière des entreprises (CFE) | >>> | >>> | >>> | >>> | >>> | >>> | >>> |
| Majoration de taxe d'habitation (MTHS) | >>> | >>> | >>> | >>> | >>> | >>> | >>> |
| Total | | | | | 3 331 544 | | |
| Base d'imposition effective 2023 | 2023 | Taux de référence de TH 2024 | Taux de majoration 2023 | Bases d'imposition provisionnelles 2024 | Produit référence (col. 4 x col. 2 x col. 3) 2024 | Taux de majoration voté 2024 | Produit attendu (col. 4 x col. 6 x taux TH voté 2024) |

Aide au calcul des taux par variation proportionnelle : il n'est pas nécessaire de remplir cette rubrique en cas de reconduction des taux de référence ou de variation différenciée.

| | | | | |
|--|--|--|---|--|
| Taxes | Calcul du coefficient de variation proportionnelle (6 décimales) | Taux proportionnels (col. 2 x col. 9) 10 | Si l'un des taux déterminés de manière proportionnelle excède le taux plafond indiqué en colonne 3, une variation différenciée doit obligatoirement être votée. | Si la diminution sans lien des taux a été décidée en 2024, cochez la case <input type="checkbox"/> |
| Produit total souhaité | 8 | 9 | | |
| 3 331 544 | | | | |
| 3 331 544 | | | | |
| Produit total de référence (total colonne 5) | | | | |

II - RESSOURCES FISCALES INDÉPENDANTES DES TAUX VOTÉS EN 2024

| TVA | IFER / PYLÔNES | TASCOM | TAFNB | Allocations compensatrices | DCRTP | FNGIR | Effet du coefficient correcteur | Total |
|-----|----------------|--------|-------|----------------------------|-------|-----------|---------------------------------|---------|
| | | 27 668 | | 52 241 | 0 | - 356 870 | 488 175 | 211 214 |

III - TOTALISATION DES RESSOURCES FISCALES PRÉVISIONNELLES POUR 2024

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Produits attendus des ressources à taux voté (col. 7) | + | Produits attendus des ressources indépendantes des taux votés (col. 11) | = | Total prévisionnel au titre de la fiscalité directe locale 2024 |
| 3 331 544 | | 211 214 | | 3 542 758 |

À TOULOUSE
Le 15 MARS 2024
Pour la Direction des Finances publiques,
HUGUES PERRIN
DIRECTEUR REG. DES FINANCES

Le 26 mars 2024
Pour la Préfecture,
Pour la Commune,



Feuillet à compléter et à retourner systématiquement à la Préfecture et au service de fiscalité directe locale accompagné d'une copie de la délibération de vote des taux.

COMMUNE DE FRONTON

EXTRAIT DU REGISTRE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL**Séance 28 mars 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, et le vingt-huit du mois de mars à 18 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du Conseil Municipal rue des Chevaliers de Malte, sous la présidence de M. Hugo Cavagnac, Maire.

Présents : CAVAGNAC. BARRIERE. CARVAHLO. BROCCO. JEANJEAN. SORIANO. IGON. PABAN. POURCEL. PICAT. GARRABET. RELATS. DEJEAN. MORENO. SACRE. LASBENNES. GARCIA. DENAT. LAUTA. IZARD. M HABONEL (Conseiller aux décideurs locaux)

Pouvoirs : BOUDARD PIERRON.pouvoir à BARRIERE
GARGALE pouvoir à PABAN
HENG pouvoir à CAVAGNAC
GHOUATI pouvoir à RELATS
LAMENDIN pouvoir à DEJEAN
LEONARDELLI pouvoir à IZARD

Excusés : HONTANS, HISSLER, VERDOT,
Secrétaire : Guy Déjean
SACRE(jusqu'à delib 30)

Date de la convocation : 21/03/2024

Votants : 26
Nuls : 0
Dont pouvoir : 6
Pour : 26
Contre : 0
Refus de vote : 0
Abst :
Délibération n° : 2024-31

OBJET : Vote des taux 2024

Monsieur le Maire rappelle les dispositions de l'article 1636 B sexies du Code Général des Impôts (CGI) selon lesquelles le conseil municipal vote chaque année les taux des taxes foncières et de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRS).

Il précise que le taux de la taxe d'habitation, figé de 2020 à 2022, est de nouveau voté depuis 2023. Cette taxe ne concerne plus que les résidences secondaires et les locaux meublés non affectés à l'habitation principale.

Au regard des éléments financiers travaillés en débat d'orientation budgétaire, Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante de :

- maintenir en 2024 comme suit les taux au niveau de ceux de 2023 :

| TAXES | Taux 2023 (rappel) | Taux 2024 |
|---|-----------------------|-----------|
| Taxe Foncière sur les propriétés bâties | 43.12 % | 43.12 % |
| Taxe Foncière sur les propriétés non bâties | 77.05 % | 77.05 % |
| Taxe d'Habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à la résidence principale (THRS) | 20.72 % | 20.72 % |

Le Conseil Municipal, oui l'exposé de M. le Maire, après en avoir délibéré, de voter pour 2024 les taux suivants :

- Taxe Foncière sur les propriétés bâties : 43.12 %
- Taxe Foncière sur les propriétés non bâties : 77.05 %
- Taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à la résidence principale : 20.72 %

Acte rendu exécutoire en application des dispositions de l'article L 2131.1 du C.G.C.T.

les jour, mois et an que dessus,

Après :

- envoi en préfecture le 3 avril 2024
- Affichage 03/04/2024/au 03/05/2024
- Publication au recueil des actes administratifs de la collectivité.

Le Maire,



Le secrétaire



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa réception. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

COMMUNE DE FRONTON

EXTRAIT DU REGISTRE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance 28 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, et le vingt-huit du mois de mars à 18 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du Conseil Municipal rue des Chevaliers de Malte, sous la présidence de M. Hugo Cavagnac, Maire.

Présents : CAVAGNAC. BARRIERE. CARVAHLO. BROCCO. JEANJEAN. SORIANO. IGON. PABAN. POURCEL. PICAT. GARRABET. RELATS. DEJEAN. MORENO. SACRE. LASBENNES. GARCIA. DENAT. LAUTA. IZARD. M HABONEL (Conseiller aux décideurs locaux)

Pouvoirs : BOUDARD PIERRON, pouvoir à BARRIERE
GARGALE pouvoir à PABAN
HENG pouvoir à CAVAGNAC
GHOUATI pouvoir à RELATS
LAMENDIN pouvoir à DEJEAN
LEONARDELLI pouvoir à IZARD

Excusés : HONTANS, HISSLER, VERDOT,
Secrétaire : Guy Déjean

Date de la convocation : 21/03/2024

Votants : 26
Nuls : 0
Dont pouvoir : 5
Pour : 24
Contre : 2 LEONARDELLI - IZARD
Refus de vote : 0
Abst :
Délibération n° : 2024-32

OBJET : Budget primitif 2024 - Commune

Le Conseil Municipal, vu le Code Général des Collectivités Territoriales, vu l'arrêté du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M.57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs, vu la délibération du Conseil Municipal en date du 5 juillet 2023 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 et son règlement d'application au 1er janvier 2024, vu l'instruction budgétaire et comptable M57, décide d'adopter le budget de la commune de Fronton pour l'année 2024.

Ledit budget communal, voté par chapitre, est voté en dépenses et recettes ainsi qu'il suit :

| | DEPENSES | RECETTES |
|-----------------------|--------------|--------------|
| Fonctionnement | | |
| Prévu | 7 924 207.00 | 7 924 207.00 |
| Investissement | | |
| Prévision | 7 456 724.00 | 4 403 532.41 |
| RAR 2023 | 712 290.00 | 315 985.00 |
| Résultat 2023 | | 3 449 496.59 |
| Total | 8 169 014.00 | 8 169 014.00 |

Acte rendu exécutoire en application des dispositions de l'article L 2131.1 du C.G.C.T.

les jour, mois et an que dessus,

Après :

- envoi en préfecture le 3 avril 2024
- Affichage 03/04/2024/au 03/05/2024
- Publication au recueil des actes administratifs de la collectivité.

Le Maire
Hugo Cavagnac

Le secrétaire

Guy Déjean

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa réception. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

COMMUNE DE FRONTON

EXTRAIT DU REGISTRE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance 28 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, et le vingt-huit du mois de mars à 18 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du Conseil Municipal rue des Chevaliers de Malte, sous la présidence de M. Hugo Cavagnac, Maire.

Présents : CAVAGNAC. BARRIERE. CARVAHLO. BROCCO. JEANJEAN. SORIANO. IGON. PABAN. POURCEL. PICAT. GARRABET. RELATS. DEJEAN. MORENO. SACRE. LASBENNES. GARCIA. DENAT. LAUTA. IZARD. M HABONEL (Conseiller aux décideurs locaux)

Pouvoirs : BOUDARD PIERRON, pouvoir à BARRIERE
GARGALE pouvoir à PABAN
HENG pouvoir à CAVAGNAC
GHOUATI pouvoir à RELATS
LAMENDIN pouvoir à DEJEAN
LEONARDELLI pouvoir à IZARD

Excusés : HONTANS, HISSLER, VERDOT,

Secrétaire : Guy Déjean

Date de la convocation : 21/03/2024

Votants : 26

Nuls : 0

Dont pouvoir : 5

Pour : 26

Contre : 0

Refus de vote : 0

Abst :

Délibération n° : 2024-33

OBJET : révision et création d'AP/CP

La délibération 45 du 14 avril 2021 a permis l'ouverture d'une autorisation de programme pour l'opération de construction d'une nouvelle école maternelle Joséphine Garrigues. Cette délibération a mis au vote les crédits de paiement sur la durée prévisionnelle de l'opération. En 2022 et 2023, ces AP/CP ont été révisés.

Pour rappel, les AP sont les limites supérieures des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement de l'investissement, elles sont sans limitation de durée jusqu'à annulation et peuvent être révisées chaque année.

Les CP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées, pour couvrir les engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement correspondantes.

Les AP/CP peuvent être révisés annuellement par délibération. Il est proposé de réviser l'AP/CP n° 1 de la manière suivante compte tenu de l'évolution de ce projet.

REVISION DE L'AP/CP n°1

Révision n° 3

| Intitulé du projet | N° d'opération | Montant estimé |
|----------------------------|----------------|--------------------|
| Ecole Maternelle Garrigues | 044 | 5 224 952.42 € TTC |

Crédits de paiement :

| Dépenses | Engagement \$ | Réalise 2020 | | Réalise 2021 | réalisé 2022 | réalisé 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|-----------------------|---------------------|--------------------------|-------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------|---------------------|-------|
| | | validés ou encours | pour memoire | | | | | | | |
| Etudes | 1 139 198.04 | 38 293.27 | 217 848.27 | 96 928.06 | 112 876.82 | 496 620 | 176 386.00 | 0.00 | 1 139 201.35 | |
| July | 38 890.00 | | 38 890.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 38 890.00 | |
| Addenda publicités | 100 406.88 | 32 542.20 | 14 865.60 | 16 692.48 | 21 685.92 | 10 000 | 4 621 | | 100 407.20 | |
| LBP | 6 000.00 | 3 540.00 | 540.00 | | | 1 920 | | | 6 000.00 | |
| Solingéo | 2 064.00 | | 2 064.00 | | | 0.00 | | | 2 064.00 | |
| Urbacis | 6 072.00 | | 6 072.00 | | | 0.00 | | | 6 072.00 | |
| BETOM | 2 220.00 | | 2 220.00 | | | 0.00 | | | 2 220.00 | |
| Cap Terre | 224 519.98 | | 44 092.94 | 21 446.13 | 25 819.97 | 100 000 | 33 161 | | 224 520.04 | |
| Emacoustic | 33 802.97 | | 7 297.97 | 3 508.10 | 4 368.93 | 15 000 | 3 628 | | 33 803.00 | |
| Keyros | 13 828.40 | | 2 985.53 | 1 435.13 | 1 787.30 | 6 000 | 1 621 | | 13 828.96 | |
| LCR | 41 769.94 | | 6 059.80 | 4 483.12 | 3 158.43 | 25 000 | 3 069 | | 41 770.35 | |
| Capronis | 441 097.87 | | 83 916.43 | 36 242.16 | 45 868.27 | 220 000 | 55 072 | | 441 098.86 | |
| Terreauciel | 22 020.00 | | 8 196.00 | 2 604.00 | 3 420.00 | 6 000 | 1 800 | | 22 020.00 | |
| BTP | 8 520.00 | | | 3 888.00 | 2 400.00 | 1 200 | 1 032 | | 8 520.00 | |
| Alpes contrôle | 21 216.00 | | 648.00 | 1 488.00 | 3 288.00 | 12 000 | 3 792 | | 21 216.00 | |
| Gamma cuisine | 5 280.00 | | | | 1 080.00 | 3 500 | 700 | | 5 280.00 | |
| EEC | 8 400.00 | | | | | 6 000 | 2 400 | | 8 400.00 | |
| Envirobat | 43 890.00 | | | | | 30 000 | 13 890 | | 43 890.00 | |
| Bateco | 5 140.00 | | | 5 140.94 | | | | | 5 140.94 | |
| Avenant MO | 2 460.00 | 2 460.00 | | | | | | | 2 460.00 | |
| Travaux | 111 600.00 | | | | | 60 000 | 51 600 | | 111 600.00 | |
| Total | 4 086 000.00 | 0.00 | 217 848.27 | 96 928.06 | 112 876.82 | 3 496 620 | 1 262 386 | 0.00 | 4 086 000.00 | |
| | 5 225 198.04 | 38 293.27 | 217 848.27 | 96 928.06 | 112 876.82 | 3 496 620 | 1 262 386 | 0.00 | 5 224 999.46 | |

Envoyé en préfecture le 03/04/2024

Reçu en préfecture le 03/04/2024



Publié le

ID : 031-213102023-20240328-2024_33-DE

| Recettes | Realise 2020 pour mémoire | Realise 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|---|------------------------------|--------------------|-------------------|-------------------|----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| FCTVA | 0.00 | 6 281.00 | 35 735.83 | 15 900.08 | 18 516.31 | 573 585.54 | 207 081.80 | 857 100.57 |
| Subventions CD 31 - 1ère tranche | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 100 000.00 | 200 000.00 | 0.00 | 300 000.00 |
| Subventions CD 31 - 2ème tranche | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 100 000.00 | 200 000.00 | 300 000.00 |
| Subvention Etat - 1ère tranche | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 100 000.00 | 200 000.00 | 0.00 | 300 000.00 |
| Subvention Etat - 2ème tranche | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 100 000.00 | 200 000.00 | 300 000.00 |
| CAF | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 150 000.00 | 150 000.00 | 0.00 | 300 000.00 |
| ADEME | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 20 000.00 | 0.00 | 20 000.00 |
| sous recettes total | 0.00 | 6 281.00 | 35 735.83 | 15 900.08 | 368 516.31 | 1 343 585.54 | 607 081.80 | 2 377 100.57 |
| Autofinanceme nt et/ou emprunt | -38 293.27 | -211 567.27 | -61 192.23 | -96 976.74 | -3 128 103.69 | 81 199.54 | 607 081.80 | 2 847 851.85 |
| Total | -38 293.27 | -205 286.27 | -25 456.40 | -81 076.66 | -2 759 587.37 | 1 424 785.09 | 1 214 163.60 | 5 224 952.42 |

Conformément au Plan Pluriannuel des Investissements, il est proposé dans le respect du règlement M 57 voté le 5 juin 2023

CREATION D'AP/CP

Autorisations de Programmes n°2 :

| Intitulé du projet | N° d'opération | Montant estimé |
|--------------------------|----------------|-----------------|
| Maison médicale de santé | 047 | 1 100 000 € TTC |

Crédits de paiements :

| Dépenses | Engagements | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|-------------------------------|---------------------|--------------------|--------------------|-------------------|---------------------|
| | validés ou encours | | | | |
| Etudes | 100 000.00 | 50 000.00 | 50 000.00 | 0.00 | 100 000.00 |
| Travaux | 1 000 000.00 | 500 000.00 | 500 000.00 | 0.00 | 1 000 000.00 |
| Total | 1 100 000.00 | 550 000.00 | 550 000.00 | 0.00 | 1 100 000.00 |
| Recettes | | 2 024 | 2 025 | 2 026 | Total |
| FCTVA | | 0.00 | 90 222.00 | 90 222.00 | 180 444.00 |
| Région | | 30 000.00 | 30 000.00 | 0.00 | 60 000.00 |
| sous total recettes | | 30 000.00 | 120 222.00 | 90 222.00 | 240 444.00 |
| Autofinancement et/ou emprunt | | -520 000.00 | -429 778.00 | 90 222.00 | 859 556.00 |
| Total | | -490 000.00 | -309 556.00 | 180 444.00 | 1 100 000.00 |

Autorisations de Programmes n°3 :

| Intitulé du projet | N° d'opération | Montant estimé |
|--------------------|----------------|--------------------|
| Hôpital de jour | 048 | 1 200 000.00 € TTC |

Crédits de paiements :

| Dépenses | Engagements | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|-------------------------------|---------------------|--------------------|--------------------|-------------------|---------------------|
| | validés ou encours | | | | |
| Etudes | 100 000.00 | 50 000.00 | 50 000.00 | 0.00 | 100 000.00 |
| Travaux | 1 100 000.00 | 100 000.00 | 800 000.00 | 200 000.00 | 1 100 000.00 |
| Total | 1 200 000.00 | 150 000.00 | 850 000.00 | 200 000.00 | 1 200 000.00 |
| Recettes | | 2 024 | 2 025 | 2 026 | Total |
| FCTVA | | 0.00 | 24 606.00 | 139 434.00 | 164 040.00 |
| Région | | 0.00 | 100 000.00 | 50 000.00 | 150 000.00 |
| sous total recettes | | 0.00 | 124 606.00 | 189 434.00 | 314 040.00 |
| Autofinancement et/ou emprunt | | -150 000.00 | -725 394.00 | -10 566.00 | 885 960.00 |
| Total | | -150 000.00 | -600 788.00 | 178 868.00 | 1 200 000.00 |

Le Conseil Municipal,

Vu les articles L 2311- 3 et R 2311-9 du CGCT portant définition des AP/CP

Vu les articles L263- 8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget

Vu le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des AP/CP

Vu l'instruction comptable M57

Vu le règlement budgétaire et financier applicable sur la commune, après avoir délibéré,

Décide :

- de réviser l'autorisation de programme / crédits de paiement pour la construction de l'école maternelle Garrigues
- de créer une autorisation de programme pour :
 - o la construction de la Maison médicale de santé
 - o la construction de l'hôpital de jour

Autorise M. le Maire à engager les dépenses des opérations ci-dessus à hauteur de l'autorisation de programme et à mandater les dépenses annuelles afférentes.

Dit qu'en début de chaque exercice budgétaire, les dépenses d'investissement d'une autorisation de programme peuvent être liquidées et mandatées jusqu'au vote du budget dans la limite des crédits et paiement prévus pour l'exercice considéré dans la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme.

Précise que les crédits de paiement 2024 sont inscrits au budget 2024 sur l'opération concernée.

Acte rendu exécutoire en application des dispositions de l'article L 2131.1 du C.G.C.T.

les jour, mois et an que dessus,

Après :

- envoi en préfecture le 3 avril 2024
- Affichage 03/04/2024/au 03/05/2024
- Publication au recueil des actes administratifs de la collectivité.

Le Maire,

Hugo Cavagnac

Le secrétaire,

Guy Déjean

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa réception. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

COMMUNE DE FRONTON

EXTRAIT DU REGISTRE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance 28 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, et le vingt-huit du mois de mars à 18 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du Conseil Municipal rue des Chevaliers de Malte, sous la présidence de M. Hugo Cavagnac, Maire.

Présents : CAVAGNAC. BARRIERE. CARVAHLO. BROCCO. JEANJEAN. SORIANO. IGON. PABAN. POURCEL. PICAT. GARRABET. RELATS. DEJEAN. MORENO. SACRE. LASBENNES. GARCIA. DENAT. LAUTA. IZARD. M HABONEL (Conseiller aux décideurs locaux)

Pouvoirs : BOUDARD PIERRON, pouvoir à BARRIERE
GARGALE pouvoir à PABAN
HENG pouvoir à CAVAGNAC
GHOUATI pouvoir à RELATS
LAMENDIN pouvoir à DEJEAN
LEONARDELLI pouvoir à IZARD

Excusés : HONTANS, HISSLER, VERDOT,

Secrétaire : Guy Déjean

Date de la convocation : 21/03/2024

Votants : 26

Nuls : 0

Dont pouvoir : 5

Pour : 26

Contre : 0

Refus de vote : 0

Abst :

Délibération n° : 2024-33

OBJET : révision et création d'AP/CP

La délibération 45 du 14 avril 2021 a permis l'ouverture d'une autorisation de programme pour l'opération de construction d'une nouvelle école maternelle Joséphine Garrigues. Cette délibération a mis au vote les crédits de paiement sur la durée prévisionnelle de l'opération. En 2022 et 2023, ces AP/CP ont été révisés.

Pour rappel, les AP sont les limites supérieures des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement de l'investissement, elles sont sans limitation de durée jusqu'à annulation et peuvent être révisées chaque année.

Les CP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées, pour couvrir les engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement correspondantes.

Les AP/CP peuvent être révisés annuellement par délibération. Il est proposé de réviser l'AP/CP n° 1 de la manière suivante compte tenu de l'évolution de ce projet.

REVISION DE L'AP/CP n°1

Révision n° 3

| Intitulé du projet | N° d'opération | Montant estimé |
|----------------------------|----------------|--------------------|
| Ecole Maternelle Garrigues | 044 | 5 224 952.42 € TTC |

Crédits de paiement :

| Dépenses | Engagement | Realise 2020 | Realise 2021 | realise 2022 | realise 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|--------------------|---------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------|---------------------|
| | validés ou encours | pour memoire | | | | | | | |
| Etudes | 1 139 198.04 | 38 293.27 | 217 848.27 | 96 928.06 | 112 876.82 | 496 620 | 176 386.00 | 0.00 | 1 139 201.35 |
| July | 38 890.00 | | 38 890.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 38 890.00 |
| Addenda publicités | 100 406.88 | 32 542.20 | 14 865.60 | 16 692.48 | 21 685.92 | 10 000 | 4 621 | | 100 407.20 |
| LBP | 6 000.00 | 3 540.00 | 540.00 | | | 1 920 | | | 6 000.00 |
| Salingéo | 2 064.00 | | 2 064.00 | | | 0.00 | | | 2 064.00 |
| Urbacis | 6 072.00 | | 6 072.00 | | | 0.00 | | | 6 072.00 |
| BETOM | 2 220.00 | | 2 220.00 | | | 0.00 | | | 2 220.00 |
| Cap Terre | 224 519.98 | | 44 092.94 | 21 446.13 | 25 819.97 | 100 000 | 33 161 | | 224 520.04 |
| Emacoustic | 33 802.97 | | 7 297.97 | 3 508.10 | 4 368.93 | 15 000 | 3 628 | | 33 803.00 |
| Keyros | 13 828.40 | | 2 985.53 | 1 435.13 | 1 787.30 | 6 000 | 1 621 | | 13 828.96 |
| LCR | 41 769.94 | | 6 059.80 | 4 483.12 | 3 158.43 | 25 000 | 3 069 | | 41 770.35 |
| Capronis | 441 097.87 | | 83 916.43 | 36 242.16 | 45 868.27 | 220 000 | 55 072 | | 441 098.86 |
| Terreauciel | 22 020.00 | | 8 196.00 | 2 604.00 | 3 420.00 | 6 000 | 1 800 | | 22 020.00 |
| BTP | 8 520.00 | | | 3 888.00 | 2 400.00 | 1 200 | 1 032 | | 8 520.00 |
| Alpes contrôle | 21 216.00 | | 648.00 | 1 488.00 | 3 288.00 | 12 000 | 3 792 | | 21 216.00 |
| Gamma cuisine | 5 280.00 | | | | 1 080.00 | 3 500 | 700 | | 5 280.00 |
| EEC | 8 400.00 | | | | | 6 000 | 2 400 | | 8 400.00 |
| Envirobat | 43 890.00 | | | | | 30 000 | 13 890 | | 43 890.00 |
| Bateco | 5 140.00 | | | 5 140.94 | | | | | 5 140.94 |
| Avenant MO | 2 460.00 | 2 460.00 | | | | | | | 2 460.00 |
| Travaux | 111 600.00 | | | | | 60 000 | 51 600 | | 111 600.00 |
| Total | 4 086 000.00 | 0.00 | 217 848.27 | 96 928.06 | 112 876.82 | 3 000 000 | 1 086 000 | 0.00 | 4 086 000.00 |
| | 5 225 198.04 | 38 293.27 | 217 848.27 | 96 928.06 | 112 876.82 | 3 496 620 | 1 262 386 | 0.00 | 5 224 959.46 |

Envoyé en préfecture le 03/04/2024

Reçu en préfecture le 03/04/2024



Publié le

ID : 031-213102023-20240328-2024_33-DE



| Recettes | Realise 2020 pour mémoire | Realise 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|---|------------------------------|--------------------|-------------------|-------------------|----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| FCTVA | 0.00 | 6 281.00 | 35 735.83 | 15 900.08 | 18 516.31 | 573 585.54 | 207 081.80 | 857 100.57 |
| Subventions CD 31 - 1ère tranche | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 100 000.00 | 200 000.00 | 0.00 | 300 000.00 |
| Subventions CD 31 - 2ème tranche | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 100 000.00 | 200 000.00 | 300 000.00 |
| Subvention Etat - 1ère tranche | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 100 000.00 | 200 000.00 | 0.00 | 300 000.00 |
| Subvention Etat - 2ème tranche | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 100 000.00 | 200 000.00 | 300 000.00 |
| CAF | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 150 000.00 | 150 000.00 | 0.00 | 300 000.00 |
| ADEME | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 20 000.00 | 0.00 | 20 000.00 |
| sous recettes total | 0.00 | 6 281.00 | 35 735.83 | 15 900.08 | 368 516.31 | 1 343 585.54 | 607 081.80 | 2 377 100.57 |
| Autofinanceme nt et/ou emprunt | -38 293.27 | -211 567.27 | -61 192.23 | -96 976.74 | -3 128 103.69 | 81 199.54 | 607 081.80 | 2 847 851.85 |
| Total | -38 293.27 | -205 286.27 | -25 456.40 | -81 076.66 | -2 759 587.37 | 1 424 785.09 | 1 214 163.60 | 5 224 952.42 |

Conformément au Plan Pluriannuel des Investissements, il est proposé dans le respect du règlement M 57 voté le 5 juin 2023

CREATION D'AP/CP

Autorisations de Programmes n°2 :

| Intitulé du projet | N° d'opération | Montant estimé |
|--------------------------|----------------|-----------------|
| Maison médicale de santé | 047 | 1 100 000 € TTC |

Crédits de paiements :

| Dépenses | Engagements | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|-------------------------------|---------------------|--------------------|--------------------|-------------------|---------------------|
| | validés ou encours | | | | |
| Etudes | 100 000.00 | 50 000.00 | 50 000.00 | 0.00 | 100 000.00 |
| Travaux | 1 000 000.00 | 500 000.00 | 500 000.00 | 0.00 | 1 000 000.00 |
| Total | 1 100 000.00 | 550 000.00 | 550 000.00 | 0.00 | 1 100 000.00 |
| Recettes | | 2 024 | 2 025 | 2 026 | Total |
| FCTVA | | 0.00 | 90 222.00 | 90 222.00 | 180 444.00 |
| Région | | 30 000.00 | 30 000.00 | 0.00 | 60 000.00 |
| sous total recettes | | 30 000.00 | 120 222.00 | 90 222.00 | 240 444.00 |
| Autofinancement et/ou emprunt | | -520 000.00 | -429 778.00 | 90 222.00 | 859 556.00 |
| Total | | -490 000.00 | -309 556.00 | 180 444.00 | 1 100 000.00 |

Autorisations de Programmes n°3 :

| Intitulé du projet | N° d'opération | Montant estimé |
|--------------------|----------------|--------------------|
| Hôpital de jour | 048 | 1 200 000.00 € TTC |

Crédits de paiements :

| Dépenses | Engagements | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|-------------------------------|---------------------|--------------------|--------------------|-------------------|---------------------|
| | validés ou encours | | | | |
| Etudes | 100 000.00 | 50 000.00 | 50 000.00 | 0.00 | 100 000.00 |
| Travaux | 1 100 000.00 | 100 000.00 | 800 000.00 | 200 000.00 | 1 100 000.00 |
| Total | 1 200 000.00 | 150 000.00 | 850 000.00 | 200 000.00 | 1 200 000.00 |
| Recettes | | 2 024 | 2 025 | 2 026 | Total |
| FCTVA | | 0.00 | 24 606.00 | 139 434.00 | 164 040.00 |
| Région | | 0.00 | 100 000.00 | 50 000.00 | 150 000.00 |
| sous total recettes | | 0.00 | 124 606.00 | 189 434.00 | 314 040.00 |
| Autofinancement et/ou emprunt | | -150 000.00 | -725 394.00 | -10 566.00 | 885 960.00 |
| Total | | -150 000.00 | -600 788.00 | 178 868.00 | 1 200 000.00 |

Le Conseil Municipal,

Vu les articles L 2311- 3 et R 2311-9 du CGCT portant définition des AP/CP

Vu les articles L263- 8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget

Vu le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des AP/CP

Vu l'instruction comptable M57

Vu le règlement budgétaire et financier applicable sur la commune, après avoir délibéré,

Décide :

- de réviser l'autorisation de programme / crédits de paiement pour la construction de l'école maternelle Garrigues
- de créer une autorisation de programme pour :
 - o la construction de la Maison médicale de santé
 - o la construction de l'hôpital de jour

Autorise M. le Maire à engager les dépenses des opérations ci-dessus à hauteur de l'autorisation de programme et à mandater les dépenses annuelles afférentes.

Dit qu'en début de chaque exercice budgétaire, les dépenses d'investissement d'une autorisation de programme peuvent être liquidées et mandatées jusqu'au vote du budget dans la limite des crédits et paiement prévus pour l'exercice considéré dans la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme.

Précise que les crédits de paiement 2024 sont inscrits au budget 2024 sur l'opération concernée.

Acte rendu exécutoire en application des dispositions de l'article L 2131.1 du C.G.C.T.

les jour, mois et an que dessus,

Après :

- envoi en préfecture le 3 avril 2024
- Affichage 03/04/2024/au 03/05/2024
- Publication au recueil des actes administratifs de la collectivité.

Le Maire

Hugo Cavagnac

Le secrétaire

Guy Déjean

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa réception. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

COMMUNE DE FRONTON

EXTRAIT DU REGISTRE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance 28 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, et le vingt-huit du mois de mars à 18 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du Conseil Municipal rue des Chevaliers de Malte, sous la présidence de M. Hugo Cavagnac, Maire.

Présents : CAVAGNAC. BARRIERE. CARVAHLO. BROCCO. JEANJEAN. SORIANO. IGON. PABAN. POURCEL. PICAT. GARRABET. RELATS. DEJEAN. MORENO. SACRE. LASBENNES. GARCIA. DENAT. LAUTA. IZARD. M HABONEL (Conseiller aux décideurs locaux)

Pouvoirs : BOUDARD PIERRON.pouvoir à BARRIERE
GARGALE pouvoir à PABAN
HENG pouvoir à CAVAGNAC
GHOUATI pouvoir à RELATS
LAMENDIN pouvoir à DEJEAN
LEONARDELLI pouvoir à IZARD

Excusés : HONTANS, HISSLER, VERDOT,

Secrétaire : Guy Déjean

Date de la convocation : 21/03/2024

Votants : 26

Nuls : 0

Dont pouvoir : 5

Pour : 24

Contre : 2 LEONARDELLI - IZARD

Refus de vote : 0

Abst : 0

Délibération n° : 2024-34

OBJET : fongibilité des crédits ouverts en 2024

La nomenclature budgétaire et comptable M57 prévoit la possibilité, pour l'assemblée délibérante, d'autoriser l'exécutif à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (hors dépenses de personnel), au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune de ces sections.

Ces mouvements de crédits ne doivent pas entraîner une insuffisance de crédits nécessaires au règlement des dépenses obligatoires sur un chapitre. Ces virements de crédits doivent faire l'objet d'une décision expresse de l'exécutif, qui doit être transmise au représentant de l'État pour être exécutoire dans les conditions de droit commun. Cette décision doit également être notifiée au comptable. L'exécutif de l'entité informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits, lors de sa plus proche séance.

Vu la délibération 2023-47 du 5 juin 2023 de passage de la nomenclature comptable M14 à la M57 au 1^{er} janvier 2024,

Vu les dispositions de la nomenclature budgétaire et comptable M57,

Vu le règlement budgétaire et financier de la commune de Fronton,

Le Conseil Municipal :

- autorise le Maire, pour l'exercice 2024, à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (hors dépenses de personnel), au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune de ces sections, sous réserve que ces mouvements de crédits n'entraînent pas une insuffisance de crédits nécessaires au règlement des dépenses obligatoires sur un chapitre pour le budget principal, le budget annexe de collecte et le budget annexe de ZAE
- dit qu'il sera en rendu compte à l'assemblée délibérante dans sa plus proche séance.

Acte rendu exécutoire en application des dispositions de l'article L 2131.1 du C.G.C.T.

les jour, mois et an que dessus,

Après :

- envoi en préfecture le 3 avril 2024
- Affichage 03/04/2024/au 03/05/2024
- Publication au recueil des actes administratifs de la collectivité.

Le Maire,



Hugo Cavagnac

Le secrétaire



Guy Déjean

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa réception. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

COMMUNE DE FRONTON

EXTRAIT DU REGISTRE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance 28 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, et le vingt-huit du mois de mars à 18 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du Conseil Municipal rue des Chevaliers de Malte, sous la présidence de M. Hugo Cavagnac, Maire.

Présents : CAVAGNAC. BARRIERE. CARVAHLO. BROCCO. JEANJEAN. SORIANO. IGON. PABAN. POURCEL. PICAT. GARRABET. RELATS. DEJEAN. MORENO. SACRE. LASBENNES. GARCIA. DENAT. LAUTA. IZARD. M HABONEL (Conseiller aux décideurs locaux)

Pouvoirs : BOUDARD PIERRON, pouvoir à BARRIERE
GARGALE pouvoir à PABAN
HENG pouvoir à CAVAGNAC
GHOUATI pouvoir à RELATS
LAMENDIN pouvoir à DEJEAN
LEONARDELLI pouvoir à IZARD

Excusés : HONTANS, HISSLER, VERDOT,
Secrétaire : Guy Déjean

Date de la convocation : 21/03/2024

Votants : 26

Nuls : 0

Dont pouvoir : 5

Pour : 26

Contre : 0

Refus de vote : 0

Abst : 0

Délibération n° : 2024-35**OBJET : Provisions pour créances en risque d'irrecouvrabilité**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R2321-2 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable au budget principal ;
Monsieur le Maire informe l'assemblée que la constitution de provisions comptables est une dépense obligatoire et son champ d'application est précisé par l'article R.2321-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Par souci de sincérité budgétaire, de transparence des comptes et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, le code général des collectivités territoriales rend nécessaire les dotations aux provisions pour créances douteuses. Il est d'ailleurs précisé qu'une provision doit être constituée par délibération lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur comptes de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, à hauteur du risque d'irrecouvrabilité, estimé à partir d'informations communiquées par le comptable. D'un point de vue pratique, le comptable et l'ordonnateur doivent échanger leurs informations sur les chances de recouvrement des créances. L'inscription des crédits budgétaires puis les écritures de dotations aux provisions ne peuvent être effectuées qu'après concertation étroite et accords entre eux. Dès lors qu'il existe, pour une créance donnée, des indices de difficulté de recouvrement (compte tenu notamment de la situation financière du débiteur) ou d'une contestation sérieuse, la créance doit être considérée comme douteuse. Il faut alors constater une provision car la valeur des titres de recette pris en charge dans la comptabilité de la commune est supérieure à celle attendue. Il existe donc potentiellement une charge latente si le risque se révèle qui, selon le principe de prudence, doit être traitée par le mécanisme comptable de provision, en tout ou partie, en fonction de la nature et de l'intensité du risque. La comptabilisation des dotations aux provisions des créances douteuses (ou dépréciations) repose sur des écritures semi-budgétaires (droit commun) par utilisation en dépenses du compte 6817 « Dotations aux provisions/dépréciations des actifs circulants ». L'identification et la valorisation du risque impliquent un travail concerté entre l'ordonnateur et le comptable. L'objectif est d'aboutir à une évaluation la plus précise possible du montant de la provision des créances du fait de leur irrecouvrabilité. En théorie, chaque créance doit être analysée. Cependant, lorsque la volumétrie des restes à recouvrer est importante, la collectivité peut retenir une méthode statistique : les montants des créances prises individuellement sont non significatives, mais lorsqu'elles sont agrégées, ces créances peuvent alors représenter des enjeux financiers réels et significatifs.

Après des données statistiques, la trésorerie nous, a communiqué la liste exhaustive des créances susceptibles de faire l'objet de provisions.

Ainsi, il a été validé de constituer une provision sur la base du taux de 15% des comptes de classe 4 concernés (comptes de tiers) pour les années 2021 et 2023.

Pour l'année 2024, il est proposé de constituer une provision de 10 000 € pour le budget annexe assainissement et 15 000 € pour le budget annexe eau potable.

L'examen des créances douteuses 2024 permet de reprendre les provisions ainsi qu'il suit :

| 2021 | Commune - 100 | Assainissement - 209 | Eau - 208 |
|--------------|---------------|----------------------|-----------|
| Compte 491 | 6 174.82 | 5 392.47 | 6 383.75 |
| Compte 496 | 3 253.68 | 871.28 | 0.00 |
| total | 9 428.50 | 6 263.75 | 6 383.75 |
| 2023 | 10000 | 10005 | 10004 |
| 4911 | - 1 428.36 | 804.52 | - 147.52 |
| 4961 | 2 345.80 | 0.00 | 0.00 |
| Total cumulé | 10 345.94 | 7 068.27 | 6 236.23 |
| 2024 | 10000 | 10005 | 10044 |
| 491 | 5 000.00 | 28 229.69 | 15 000.00 |
| 496 | 5 000.00 | 4 937.28 | 0.00 |
| Total cumulé | 20 345.94 | 40 235.24 | 21 236.23 |

Monsieur le Maire invite le Conseil municipal à se prononcer sur cette proposition.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

– constate la nécessité de constituer des provisions sur des comptes de classe 4 concernés au titre de créances douteuses à hauteur de :

- 33 166.97 € sur le budget assainissement – 10005 –
- 10 000.00 € sur le budget de la commune – 10000 –
- 15 000.00 € sur le budget de l'eau - 10004

– Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération

Acte rendu exécutoire en application des dispositions de l'article L 2131.1 du C.G.C.T.
les jour, mois et an que dessus,

Après :

- envoi en préfecture le 3 avril 2024
- Affichage 03/04/2024/au 03/05/2024
- Publication au recueil des actes administratifs de la collectivité.

Le Maire,

Hugo Cavagnac

Le secrétaire

Guy Dejean

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa réception. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

COMMUNE DE FRONTON

EXTRAIT DU REGISTRE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance 28 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, et le vingt-huit du mois de mars à 18 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du Conseil Municipal rue des Chevaliers de Malte, sous la présidence de M. Hugo Cavagnac, Maire.

Présents : CAVAGNAC. BARRIERE. CARVAHLO. BROCCO. JEANJEAN. SORIANO. IGON. PABAN. POURCEL. PICAT. GARRABET. RELATS. DEJEAN. MORENO. SACRE. LASBENNES. GARCIA. DENAT. LAUTA. IZARD. M HABONEL (Conseiller aux décideurs locaux)

Pouvoirs : BOUDARD PIERRON, pouvoir à BARRIERE
GARGALE pouvoir à PABAN
HENG pouvoir à CAVAGNAC
GHOUATI pouvoir à RELATS
LAMENDIN pouvoir à DEJEAN
LEONARDELLI pouvoir à IZARD

Excusés : HONTANS, HISSLER, VERDOT,
Secrétaire : Guy Déjean

Date de la convocation : 21/03/2024

Votants : 26

Nuls : 0

Dont pouvoir : 5

Pour : 26

Contre : 0

Refus de vote : 0

Abst :

Délibération n° : 2024-36**OBJET : Cadences d'amortissement des immobilisations**

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;

Considérant qu'à compter du 1^{er} janvier 2024, dans le cadre la M57, il convient de fixer les durées d'amortissement des immobilisations ;

Considérant l'application de la règle du prorata temporis pour les nouvelles immobilisations à compter du 1^{er} janvier 2024.

La mise en place de la nomenclature comptable et budgétaire M57 à compter du 1^{er} janvier 2024, implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations. Le champ d'application reste défini par l'article R.2321-1 du CGCT qui fixe les règles applicables aux amortissements des communes. Les durées d'amortissement des immobilisations sont fixées librement pour chaque catégorie de biens par l'assemblée délibérante à l'exception :

- Des frais relatifs aux documents d'urbanisme qui sont amortis sur une durée maximale de 10 ans
- Des frais d'études et frais d'insertion non suivis de réalisation qui sont amortis sur une durée maximale de 5 ans
- Des subventions d'équipement versées qui sont amorties sur une durée maximale de 5 ans pour les financements de biens matériels et mobiliers, sur une durée maximale de trente ans pour le financement des biens immobiliers ou des installations et de quarante ans lorsqu'elle finance des projets d'infrastructure d'intérêt national.

Pour les autres catégories de dépenses, la durée d'amortissement doit correspondre à la durée probable d'utilisation. Il est proposé d'harmoniser les durées d'amortissement appliquées au passage en M57, selon le tableau suivant :

• BUDGET COMMUNAL

Envoyé en préfecture le 03/04/2024

Reçu en préfecture le 03/04/2024

Publié le

ID : 031-213102023-20240328-2024_36-DE



| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
|--|--|---|---|--|
| Libellés | Compte | Durée d'amortissement | Compte d'amortissement associé | Exemples de dépenses |
| Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme | 202 | 10 | 2802 | Etudes et élaboration des documents d'urbanisme |
| Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion si non suivis de réalisation | 2031 | 5 | 28031 | donneront pas lieu à réalisations |
| Frais de recherche et de développement si non suivis de réalisation | 2032 | 5 | 28032 | |
| Frais d'insertion si non suivis de réalisation | 2033 | 5 | 28033 | |
| Subventions d'équipement reçues | 204 et déclinaisons des comptes d'imputation | Même durée que le bien que la subvention a servi à financer | 2804 et déclinaisons des comptes d'imputation | |
| Subventions d'équipement versées aux organismes publics | 2041 | 15 | 28041 | |
| Groupements de collectivités, EPL et collectivités à statut particulier pour les <u>Biens mobiliers, matériel et études</u> | 2041511 | 5 | 28041511 | Subventions versées |
| Groupements de collectivités, EPL et collectivités à statut particulier pour les <u>Bâtiments et installations</u> | 2041512 | 15 | 28041512 | Subventions versées |
| Groupements de collectivités, EPL et collectivités à statut particulier pour les <u>Bâtiments et installations</u> | 2041512 | 5 | 28041512 | Subventions versées/ amendes de police |
| Groupements de collectivités, EPL et collectivités à statut particulier pour les <u>Projets d'infrastructures d'intérêt national</u> | 2041513 | 15 | 28041513 | Subventions versées/ Fonds de concours voirie: 15 ans fixé par délib du 22/03/2018 |
| 204158 Autres groupements et collectivités à statut particulier pour les <u>Bâtiments et installations</u> | 2041582 | 15 | 28041582 | Subventions versées |
| Subventions d'équipement aux personnes de droit privé pour les <u>Bâtiments et installations</u> | 20422 | 15 | 280422 | Subventions versées |
| Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires | 205 | 2 | 28051 | Logiciels |

| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
|---|--------|-----------------------|--------------------------------|--|
| Libellés | Compte | Durée d'amortissement | Compte d'amortissement associé | |
| Installations générales, agencements et aménagements divers | 2181 | 10 | 28181 | |
| Matériel de transport autres que ferroviaires | 21828 | 5 | 281828 | remorque |
| Matériel informatique scolaire | 21831 | 2 | 281831 | serveur pour l'école |
| Autre matériel informatique | 21838 | 2 | 281838 | serveur autres bâtiments |
| Matériel de bureau et mobilier scolaires | 21841 | 10 | 281841 | armoires... pour l'école |
| Autres matériel de bureau et mobiliers | 21848 | 10 | 281848 | armoires... Autres bâtiments |
| Matériel de téléphonie | 2185 | 2 | 28185 | Téléphones portables |
| Matériel de téléphonie | 2185 | 5 | 28185 | Téléphones fixes |
| Autres matériels | 2188 | 10 | 28188 | Structures de jeux, équipement sportif, petit matériel, matériel vidéo, électroménager, équipement cuisine, gros outillage |

- L'instruction M57 prévoit que l'amortissement prorata temporis est calculé à compter de la date effective d'entrée en service du bien dans le patrimoine de la collectivité, c'est-à-dire à compter de la date de l'émission du mandat pour tous les biens acquis à compter du 1^{er} janvier 2024.

- Les biens dont la valeur est inférieure à 1000€ ou dont la consommation est très rapide, s'amortissent sur un an au cours de l'exercice suivant leur acquisition (N+1).

- Les dotations aux amortissements de ces biens sont liquidées sur la base du coût historique de l'immobilisation et de la méthode linéaire ;

- Afin d'assurer la durée d'amortissement de tout bien susceptible d'être acquis par la Collectivité, il est en outre proposé d'adopter le principe pour les acquisitions à venir et pour les années à venir.

- Conformément aux articles L2321-2 et R2321-1 du CGCT et du décret, les communes et leurs établissements peuvent procéder à la neutralisation budgétaire de la dotation aux amortissements des subventions d'équipement versées, par inscription d'une dépense en section d'investissement et une recette en section de fonctionnement.

Les opérations d'amortissement grèvent les dépenses de fonctionnement dans un contexte de diminution des marges de manœuvre budgétaires. Il apparaît donc opportun de mettre en œuvre une neutralisation des amortissements des subventions versées permettant ainsi de dégager des marges de manœuvre financières en section de fonctionnement. Cette neutralisation se traduit par des écritures complémentaires à celles des amortissements à savoir :

- Emission d'un mandat au compte 198 (neutralisation des amortissements d'équipements versés) au chapitre 040
- Emission d'un titre de recettes au compte 77681 (neutralisation des amortissements d'équipements versés) au chapitre 042.

Considérant le souhait de la commune de mettre en place ce système de neutralisation des amortissements aux comptes budgétaires 204 et suivants pour les travaux de voirie et réseaux, les subventions versées au budget annexe photovoltaïque et le reversement des amendes de police.

Le Conseil municipal, ouï l'exposé de Mr le Maire et après en avoir délibéré,

ADOpte le principe de l'amortissement au prorata temporis ;

FIXE les durées d'amortissement par catégorie de biens comme récapitulé dans le tableau ci-dessus pour l'ensemble des budgets à compter du 1^{er} janvier 2024 ;

FIXE à 1000 € le seuil des biens de faible valeur, en dessous duquel l'amortissement sera effectué en 1 année au cours de l'exercice suivant leur acquisition ;

AUTORISE la neutralisation totale des amortissements des subventions d'équipement versées aux comptes 204 et DIT que tous les fonds de concours amortissables, versés pour les travaux de voirie et réseaux, pour le budget photovoltaïque, pour les amendes de police seront neutralisés annuellement à la hauteur de l'amortissement de l'année qu'ils aient été versés en 2024, antérieurement ou postérieurement.

DIT que le montant de la neutralisation sera validé annuellement par délibération ;

DIT que les crédits pour la neutralisation seront portés au budget 2024 ainsi qu'aux budgets suivants ;

DIT que les crédits budgétaires seront prévus annuellement ;

Acte rendu exécutoire en application des dispositions de l'article L 2131.1 du C.G.C.T.

les jour, mois et an que dessus,

Après :

- envoi en préfecture le 3 avril 2024
- Affichage 03/04/2024/au 03/05/2024
- Publication au recueil des actes administratifs de la collectivité.

Le Maire,



Hugo Cavagnac

Le secrétaire



Guy Déjean

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa réception. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

COMMUNE DE FRONTON

EXTRAIT DU REGISTRE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance 28 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, et le vingt-huit du mois de mars à 18 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du Conseil Municipal rue des Chevaliers de Malte, sous la présidence de M. Hugo Cavagnac, Maire.

Présents : CAVAGNAC. BARRIERE. CARVAHLO. BROCCO. JEANJEAN. SORIANO. IGON. PABAN. POURCEL. PICAT. GARRABET. RELATS. DEJEAN. MORENO. SACRE. LASBENNES. GARCIA. DENAT. LAUTA. IZARD. M HABONEL (Conseiller aux décideurs locaux)

Pouvoirs : BOUDARD PIERRON, pouvoir à BARRIERE
GARGALE pouvoir à PABAN
HENG pouvoir à CAVAGNAC
GHOUATI pouvoir à RELATS
LAMENDIN pouvoir à DEJEAN
LEONARDELLI pouvoir à IZARD

Excusés : HONTANS, HISSLER, VERDOT,

Secrétaire : Guy Déjean

Date de la convocation : 21/03/2024

Votants : 26

Nuls : 0

Dont pouvoir : 5

Pour : 26

Contre : 0

Refus de vote : 0

Abst : 0

Délibération n° : 2024-37**OBJET : Fonds de concours voirie 2024 à la Communauté de Communes du Frontonnais**

Le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal la décision qui vient d'être prise lors du vote du budget primitif 2024 d'allouer un fonds de concours maximum de 350 000 € (trois cent cinquante mille euros) à la communauté de communes du Frontonnais pour permettre la réalisation de travaux supplémentaires sur les voies de la commune. Ces travaux consistent essentiellement à aménager des cheminements pour les piétons et les cycles et des dispositifs de sécurité et de ralentissement. Il permettra aussi de rendre accessible la voirie et les espaces publics dans le cadre du PAVE.

Ces prestations relèvent de la compétence de la Communauté de Communes du Frontonnais (CCF), Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) auquel la commune a délégué sa compétence en la matière. Ces travaux ne sont pas finançables au regard du montant de l'enveloppe annuelle mais la commune peut abonder cette enveloppe par fonds propres versés selon des règles qui s'appliquent au fonds de concours en application de l'article L5212-26 du Code Général des Collectivités Territoriales. S'agissant de la réalisation d'un équipement, ce fonds de concours est imputable en section d'investissement dans le budget communal et ne sera pas amorti en application du principe de neutralisation budgétaire des subventions d'équipement versées prévu par le décret n°2015-1846 du 29 décembre 2015.

Le Conseil Municipal, entendu cet exposé et après avoir délibéré :

- accepte de financer par fonds de concours la contribution nécessaire à la réalisation des travaux voirie dont le financement n'est pas possible dans le montant de la charte annuelle de voirie,
- autorise M. le Maire à signer la convention qui précise les conditions de versement de ce fonds de concours plafonné à 350 000 €.
- confirme qu'en application de la décision du conseil municipal du 8 mars 2024 et du 28 mars 2024, l'amortissement de ce fonds de concours sera neutralisé.

Acte rendu exécutoire en application des dispositions de l'article L 2131.1 du C.G.C.T.

les jour, mois et an que dessus,

Après :

- envoi en préfecture le 3 avril 2024
- Affichage 03/04/2024/au 03/05/2024
- Publication au recueil des actes administratifs de la collectivité.

Le Maire,

Hugo Cavagnac

Le secrétaire

Guy Déjean

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa réception. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

COMMUNE DE FRONTON

EXTRAIT DU REGISTRE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance 28 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, et le vingt-huit du mois de mars à 18 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du Conseil Municipal rue des Chevaliers de Malte, sous la présidence de M. Hugo Cavagnac, Maire.

Présents : CAVAGNAC. BARRIERE. CARVAHLO. BROCCO. JEANJEAN. SORIANO. IGON. PABAN. POURCEL. PICAT. GARRABET. RELATS. DEJEAN. MORENO. SACRE. LASBENNES. GARCIA. DENAT. LAUTA. IZARD. M HABONEL (Conseiller aux décideurs locaux)

Pouvoirs : BOUDARD PIERRON, pouvoir à BARRIERE
GARGALE pouvoir à PABAN
HENG pouvoir à CAVAGNAC
GHOUATI pouvoir à RELATS
LAMENDIN pouvoir à DEJEAN
LEONARDELLI pouvoir à IZARD

Excusés : HONTANS, HISSLER, VERDOT,
Secrétaire : Guy Déjean

Date de la convocation : 21/03/2024

Votants : 26

Nuls : 0

Dont pouvoir : 5

Pour : 26

Contre : 0

Refus de vote : 0

Abst :

Délibération n° : 2024-38**OBJET : Bilan des acquisitions et cessions foncières et immobilières réalisées par la commune de Fronton – Année 2024**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L5211-37 en vertu duquel, les établissements publics de coopération intercommunale doivent délibérer tous les ans sur le bilan des acquisitions et cessions immobilières, lequel est annexé au compte administratif de l'année considérée et, présenter un tableau récapitulant les décisions ;

Vu le bilan des acquisitions et cessions immobilières de la commune de Fronton et de ses budgets annexes pour l'année 2023,

Acquisitions :

| Budget | Vendeur | Références du bien | Montant TTC |
|-----------|-------------------|---|-------------|
| Principal | SCI ROSI | Foncier pour aménagement routier Groussac | 3 120 € |
| Principal | M7 Business | Foncier pour aménagement routier Groussac | 960 € |
| Principal | DESPONS Géraldine | Foncier pour élargissement accès Près de Matabiau | 2 000 € |

Cessions :

| Budget | Acquéreur | Références du bien | Montant TTC |
|-----------|--------------|--|-------------|
| Principal | Despons Jean | Foncier pour alignement Près de Matabiau | 391 € |

Où l'exposé de Monsieur le Maire, le conseil municipal prend acte du bilan des acquisitions et cessions immobilières de la commune de Fronton pour l'année 2023, relatif aux budgets Principal et Annexe et dont détail figure aux tableaux ci-dessus.

Acte rendu exécutoire en application des dispositions de l'article L 2131.1 du C.G.C.T.

les jour, mois et an que dessus,

Après :

- envoi en préfecture le 3 avril 2024
- Affichage 03/04/2024/au 03/05/2024
- Publication au recueil des actes administratifs de la collectivité.

Le Maire,



Le secrétaire,



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa réception. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

COMMUNE DE FRONTON

EXTRAIT DU REGISTRE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance 28 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, et le vingt-huit du mois de mars à 18 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du Conseil Municipal rue des Chevaliers de Malte, sous la présidence de M. Hugo Cavagnac, Maire.

Présents : CAVAGNAC. BARRIERE. CARVAHLO. BROCCO. JEANJEAN. SORIANO. IGON. PABAN. POURCEL. PICAT. GARRABET. RELATS. DEJEAN. MORENO. SACRE. LASBENNES. GARCIA. DENAT. LAUTA. IZARD. M HABONEL (Conseiller aux décideurs locaux)

Pouvoirs : BOUDARD PIERRON.pouvoir à BARRIERE
GARGALE pouvoir à PABAN
HENG pouvoir à CAVAGNAC
GHOUATI pouvoir à RELATS
LAMENDIN pouvoir à DEJEAN
LEONARDELLI pouvoir à IZARD

Excusés : HONTANS, HISSLER, VERDOT,
Secrétaire : Guy Déjean

Date de la convocation : 21/03/2024

Votants : 26

Nuls : 0

Dont pouvoir : 5

Pour : 26

Contre : 0

Refus de vote : 0

Abst :

Délibération n° : 2024-39**OBJET : -renouvellement bail de la caserne de Gendarmerie**

M. le Maire présente à l'assemblée le projet de bail administratif des locaux de la caserne de Gendarmerie. Ce projet porte le loyer à 79 720.00 € par an à compter du 1er avril 2024. Les autres conditions du bail sont inchangées.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré,

- accepte de signer avec l'Etat un bail administratif relatif aux locaux de la Gendarmerie à compter du 1er avril 2024, pour une durée de 9 années, pour un montant annuel de 79 720.00 € par an,
- autorise M. le Maire à signer le bail et l'ensemble des pièces liées à cet engagement

Acte rendu exécutoire en application des dispositions de l'article L 2131.1 du C.G.C.T.

les jour, mois et an que dessus,

Après :

- envoi en préfecture le 3 avril 2024
- Affichage 03/04/2024/au 03/05/2024
- Publication au recueil des actes administratifs de la collectivité.

Le Maire

Hugo Cavagnac

Le secrétaire

Guy Déjean

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa réception. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

COMMUNE DE FRONTON

EXTRAIT DU REGISTRE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL**Séance 28 mars 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, et le vingt-huit du mois de mars à 18 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du Conseil Municipal rue des Chevaliers de Malte, sous la présidence de M. Hugo Cavagnac, Maire.

Présents : CAVAGNAC. BARRIERE. CARVAHLO. BROCCO. JEANJEAN. SORIANO. IGON. PABAN. POURCEL. PICAT. GARRABET. RELATS. DEJEAN. MORENO. SACRE. LASBENNES. GARCIA. DENAT. LAUTA. IZARD. M HABONEL (Conseiller aux décideurs locaux)

Pouvoirs : BOUDARD PIERRON, pouvoir à BARRIERE
GARGALE pouvoir à PABAN
HENG pouvoir à CAVAGNAC
GHOUATI pouvoir à RELATS
LAMENDIN pouvoir à DEJEAN
LEONARDELLI pouvoir à IZARD

Excusés : HONTANS, HISSLER, VERDOT,
Secrétaire : Guy Déjean

Date de la convocation : 21/03/2024

Votants : 26

Nuls : 0

Dont pouvoir : 5

Pour : 26

Contre : 0

Refus de vote : 0

Abst : 0

Délibération n° : 2024-40**OBJET : Cession partie des parcelles B 510 et B 511 – avenue des Vignerons**

Le Conseil municipal,

Vu la loi N°95-127 du 8 février 1995 modifiée, et notamment son article 11,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2241-1

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes publiques, et notamment ses articles L 3112-1, L3221-1 ET L 2122-4

Vu les dispositions du Livre III, du titre VI du code civil relatif à la vente

Considérant le bien immobilier sis chemin de Birou à Fronton, propriété de la commune de Fronton cadastré Section B 511 et B 510 d'une superficie respective de 1 884 m² et de 3 000 m² soit un total de 4884 m²,

Vu le projet d'extension de la déchèterie de Fronton porté par le Syndicat Mixte DECOSET et notamment la création d'une plateforme de réception de déchets verts,

Vu les discussions engagées avec le Syndicat Mixte DECOSET qui a entendu la charge qu'a représenté le démantèlement de l'ancienne station d'épuration préalablement à la vente : 40 418.40 €(études et travaux)

Vu l'avis des Domaines en date du 10 août 2023 retenant une valeur vénale arrondie à 5 000 €

Vu la proposition d'achat acceptée par le Syndicat Mixte à raison 45 000 €,

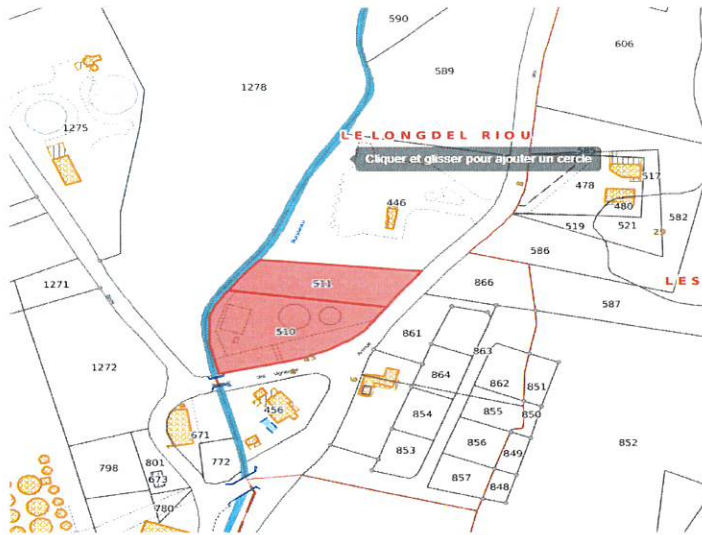
Le Conseil Municipal, après avoir délibéré,

- émet un avis favorable à la vente des parcelles cadastrées B 511 et B510 situées avenue des Vignerons à Fronton d'une contenance totale de 4 884 m² - honoraires à la charge de l'acheteur, au Syndicat Mixte DECOSET- représenté par son Président ou la personne qu'il aura désigné

- Dit que cette vente à pour objet l'extension de la déchèterie de Fronton.

- précise que tous les frais liés à la présente transaction seront à la charge exclusive de l'acheteur,

- autorise Monsieur le Maire à signer l'acte de transfert de propriété et toutes les pièces nécessaires à cette cession.



Acte rendu exécutoire en application des dispositions de l'article L 2131.1 du C.G.C.T.

les jour, mois et an que dessus,

Après :

- envoi en préfecture le 3 avril 2024
- Affichage 03/04/2024/au 03/05/2024
- Publication au recueil des actes administratifs de la collectivité.



Hugo Cavaignac



Guy Béjean

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa réception. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

COMMUNE DE FRONTON

EXTRAIT DU REGISTRE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance 28 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, et le vingt-huit du mois de mars à 18 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du Conseil Municipal rue des Chevaliers de Malte, sous la présidence de M. Hugo Cavagnac, Maire.

Présents : CAVAGNAC. BARRIERE. CARVAHLO. BROCCO. JEANJEAN. SORIANO. IGON. PABAN. POURCEL. PICAT. GARRABET. RELATS. DEJEAN. MORENO. SACRE. LASBENNES. GARCIA. DENAT. LAUTA. IZARD. M HABONEL (Conseiller aux décideurs locaux)

Pouvoirs : BOUDARD PIERRON, pouvoir à BARRIERE
GARGALE pouvoir à PABAN
HENG pouvoir à CAVAGNAC
GHOUATI pouvoir à RELATS
LAMENDIN pouvoir à DEJEAN
LEONARDELLI pouvoir à IZARD

Excusés : HONTANS, HISSLER, VERDOT,
Secrétaire : Guy Déjean

Date de la convocation : 21/03/2024

Votants : 26

Nuls : 0

Dont pouvoir : 5

Pour : 26

Contre : 0

Refus de vote : 0

Abst : 0

Délibération n° : 2024-41**OBJET : Bilan annuel de l'Opération de Revitalisation du Territoire**

La loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (dite loi ELAN) du 23 novembre 2018 a créé un nouvel outil mis à disposition des collectivités territoriales pour les accompagner à porter et à mettre en œuvre un projet urbain, économique et social visant prioritairement à lutter contre la dévitalisation des centres villes.

Il s'agit de l'Opération de Revitalisation de Territoire (ORT). L'Opération de Revitalisation de Territoire a pour objet la mise en œuvre d'un projet global destiné à adapter et moderniser le parc de logements et de locaux commerciaux et artisanaux ainsi que le tissu urbain de ce territoire pour améliorer son attractivité, lutter contre la vacance ainsi que contre l'habitat indigne, réhabiliter l'immobilier de loisir, valoriser le patrimoine bâti et réhabiliter les friches urbaines, dans une perspective de mixité sociale, d'innovation et de développement durable.

La convention d'ORT confère des droits juridiques et fiscaux nouveaux pour renforcer l'attractivité du territoire : accès prioritaire aux aides de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), reconduction facilitée de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain (OPAH-RU), éligibilité au dispositif de défiscalisation Denormandie dans l'ancien, droit de préemption renforcé...

En 2023, la commune de Fronton a signé la convention cadre « Petites Villes de Demain » valant Opération de Revitalisation de Territoire (ORT), en application des articles L303-2 et L303-3 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Cette convention, signée pour une durée de 5 ans, formalise le fruit du travail de réflexion stratégique et de planification opérationnelle mené pendant 18 mois (de Juillet 2021 à Décembre 2022) par l'ensemble de l'équipe municipale avec les services de l'Etat, les partenaires et les acteurs du territoire, dans le cadre du programme Petites Villes de Demain dont la ville de Fronton est lauréate. Elle permet de mobiliser les outils de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire (règlementaires, juridiques et financiers adaptés) à l'intérieur d'un périmètre délimité au centre-ville. Elle est ainsi accompagnée d'un plan opérationnel organisé autour de trois axes – Habitat et cadre de vie, Centralité et Commerces – comprenant 36 actions à mettre en œuvre sur la période 2023-2028.

Un bilan annuel et une évaluation tous les cinq ans des actions entreprises dans le cadre de l'opération de revitalisation de territoire et de leurs incidences financières doivent être présentés aux conseils municipaux des communes et à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre signataires de la convention.

Ce bilan, annexé à la présente délibération détaille le niveau de réalisation de l'axe d'actions :

| Axe | Nombre d'actions prévues | Actions réalisées | Actions en cours | Actions abandonnées | Actions à engager |
|-------------------------|--------------------------|-------------------|------------------|---------------------|-------------------|
| Habitat et cadre de vie | 19 | 3 | 11 | 2 | 3 |
| Centralité | 7 | 2 | 5 | | |
| Commerce | 10 | 3 | | | |

Le Conseil Communal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L303-2 du Code de la Construction et de l'habitation,

Vu la convention relative à l'Opération de Revitalisation de Territoire (ORT) de la commune de Fronton,

Considérant qu'un bilan annuel d'une ORT doit être présenté aux conseillers municipaux et à l'organe délibérant de l'EPCI signataire,

Prend acte du bilan annuel 2023 et de sa transmission à la Communauté de Communes du Frontonnais.

Acte rendu exécutoire en application des dispositions de l'article L 2131.1 du C.G.C.T.

les jour, mois et an que dessus,

Après :

- envoi en préfecture le 3 avril 2024
- Affichage 03/04/2024/au 03/05/2024
- Publication au recueil des actes administratifs de la collectivité.

Le Maire

Hugo Cavagnac

Le secrétaire

Guy Dejean

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa réception. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).